

**COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION TERRITORIALE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT EN CORSE**

**MERCREDI 17 MAI 2018 – 9 h30**

La Commission Territoriale pour le Développement du Sport en Corse s'est réunie le jeudi 17 mai 2018, à 9 h 30 heures, à la Collectivité de Corse (immeuble Castellani), sous la présidence de Mme GUIDICELLI représentant le Président du Conseil Exécutif de Corse.

**Étaient présents :**

*Au titre des membres de la commission territoriale pour le développement du sport en Corse :*

-Mme **Lauda GUIDICELLI**, représentant le Président du Conseil Exécutif de Corse et Présidente de cette commission,

-MM. **Julien PAOLINI** et **Petr'Antone TOMASI**, représentants la Collectivité de Corse,

-MM. **Pierre SANTONI**, **Henry SAVARY**, **Hervé ALFONSI**, **Pierre VITALI**, **Eric SAEZ** représentant le Comité Régional Olympique et Sportif de Corse ;

*Au titre des agents administratifs :*

Mme **Elsa PETERS** (CROSC) ;

Mme **Sylvie GASNIER** et MM. **Marc LE TALLEC** et **Christophe GIANNI** (CDC – Direction de la jeunesse et du sport)

Le quorum étant atteint, Mme GUIDICELLI ouvre la séance selon l'ordre du jour suivant :

- 1) Répartition de la part régionale du CNDS pour l'année 2018,
- 2) Questions diverses.

**I – RÉPARTITION DE LA PART RÉGIONALE DU CNDS POUR L'ANNÉE 2018**

M. LE TALLEC rappelle l'historique du dispositif et que conformément à la Directive du Directeur général du CNDS du 18 janvier 2018, il appartient à cette commission prévue par l'article L 4424-8 du CGCT de répartir la part régionale des crédits du CNDS, à savoir d'un montant de **976 111 euros**.

Il précise que l'instruction des demandes de subvention (307 dossiers traités) s'est faite en concertation entre les services de la CdC et du CROSC, et que sur la base de l'avis qui sera rendu par cette commission, l'Assemblée de Corse pourrait ensuite délibérer sur le rapport du Président du Conseil Exécutif lors de sa session de juin 2018, permettant ainsi aux associations sportives de bénéficier des crédits courant août.

M. LE TALLEC ajoute que l'instruction de ces aides est faite en tenant compte des dispositifs du règlement des aides « sport » de la CdC (ex : aides aux comités, sportives, des manifestations sportives, des projets de développement, du dispositif du Corse/Continent et des clubs engagés dans un championnat national).

M. LE TALLEC présente ensuite le projet de répartition des aides du CNDS 2018.

**Les objectifs prioritaires du CNDS sont rappelés :** d'une part, le soutien au sport pour le plus grand nombre, et la structuration du mouvement sportif, corriger et réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive, contribuer à la politique de santé publique d'autre part, le soutien au dispositif particulier **pour lesquels des crédits spécifiques** sont dédiés : « j'apprends à nager ».

Il précise que les aides sont accordées en fonction de critères objectifs : nombre de licenciés du club, pourcentage de jeunes, nombre d'éducateurs et d'arbitres, volume d'activité. Cette répartition permet ainsi le développement du sport de masse.

M. LE TALLEC présente ensuite les demandes 2018 qui figurent sur le tableau de répartition transmis aux membres de la commission.

#### **A – ANALYSE COMPARATIVE DES DEMANDES**

Nombre de dossiers traités en 2018 : **307 (contre 332 en 2017)**

	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Variation</b>
Clubs	259	242	-17 (-6,5%)
Ligues et comités régionaux	43	41	-2 (-4,6%)
Comités départementaux 2A	13	10	-3 (-23,0%)
Comités départementaux 2B	17	14	-3 (-17,6%)
<b>TOTAL :</b>	<b>332</b>	<b>307</b>	<b>-25 (- 7,5%)</b>

#### **B – PROPOSITION DE REPARTITION DE L'ENVELOPPE 2018**

L'enveloppe 2018 pourrait être répartie de la façon suivante :

Ces propositions ont été faites dans le respect du règlement intérieur de la Commission Territoriale pour le Développement du Sport en Corse.

Elles s'appuient sur des critères prenant en compte :

##### **Pour les clubs :**

- au titre d'une **dotation de base** : le mode de gestion, le type d'APS, le lieu et le volume de vos activités, le nombre et le type de licenciés, la place accordée à la formation des jeunes, la qualité de votre encadrement...

- au titre d'une **action spécifique** s'inscrivant parmi les thèmes suivants :

- Citoyens du sport (projets s'inscrivant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville...)
- J'apprends à nager
- Promotion de l'activité sportive (écoles de sports, acquisition de petit matériel, stages sportifs, organisation de compétitions...),
- Accessibilité (actions incitatives à la venue de nouveaux publics dans les clubs),
- Organisation de manifestations sportives (journées de sensibilisation, rencontres sportives, ...),
- Formation,
- Acquisition de matériels destinés à la pratique sportive des personnes en situation de handicap,
- Projets contribuant à la politique de santé publique.

### **Pour les ligues et comités :**

Les critères d'évaluation sont : le nombre et le type de licenciés, les actions de formation, l'organisation d'une filière de haut niveau (détection, stages, sélections...).

### **Au titre de l'aide à l'emploi :**

Seuls les emplois liés à l'encadrement sportif sont éligibles.

L'aide susceptible d'être allouée est calculée sur la base d'un temps plein non aidé. S'agissant d'emploi à temps partiel et/ou aidés, le montant sera proratisé.

Les montants sont :

- Soit une aide constante de 12.000 € /an pendant 4 ans.
- Soit une aide dégressive sur 4 ans (12 000 €; 10 000 €; 7 500 € et 5 000€).

**Ainsi, la part territoriale « CNDS 2018 » de 976 111 € pourrait être répartie selon les tableaux joints en annexe.**

### **Cette répartition intègrerait :**

→ **424 758 euros** (soit 43,5 %) seraient affectés au titre des **Ligues et comités**

→ **551 353 euros** (56,5%) au titre des **clubs**.

→ **15 emplois** soutenus au lieu des 19 attendus.

Cette non correspondance avec les objectifs de la note d'orientation se justifierait par l'incompatibilité de cette exigence et la baisse de 19 % des crédits attribués.

→ **14 014 €** de crédits **non fongibles** à affecter au titre de l'opération « j'apprends à nager » et répartis comme suit :

Team Bastia Natation	3 000 €
Cercle des nageurs du Fiumorbu	3 385 €
Aqua Synchro Bastia	3 514 €
ASJEP	4 115 €
<b>TOTAL</b>	<b>14 014 €</b>

### **Lors des échanges, les points suivants ont été évoqués par les membres de la commission :**

- la baisse de la part territoriale dédié à la Corse semblerait ne pas avoir affectée les autres territoires ultra-marins. Une demande d'explication au ministère des sports sera faite.
- des justifications sur certaines propositions ont été demandées et les réponses apportées par les services de la CdC et par les représentants du mouvement sportif.
- le traitement possible de certaines demandes dans le cadre des dispositifs rattachés au règlement des aides « sport » de la CdC (projet d'animation et de développement par exemple).
- une interrogation sur la pertinence du soutien aux comités départementaux du fait de l'évolution institutionnelle. Une exclusion ne semble pas systématiquement opportune. Les demandes sont étudiées au cas par cas afin d'en déterminer la réalité associative et la pertinence. Les membres de la Commission retiennent que l'élément essentiel pour les disciplines, est de disposer d'un maillage territorial efficace tant en termes de moyens humains que financiers.
- le constat de la pérennisation compliquée des emplois en fin de soutien.

**Après avoir pris connaissance de la répartition des crédits de fonctionnement de la part régionale de l'enveloppe 2018 du CNDP, la commission émet un avis favorable à l'unanimité à cette proposition de répartition.**

## **II - QUESTIONS DIVERSES**

- Le CROS Corse a évoqué la création d'une Fédération des Iles Françaises afin de porter d'une même voix les problématiques liées à l'insularité.
- Le CROS Corse a relaté l'inquiétude du mouvement sportif quant au financement des clubs consécutivement à la disparition des Conseils Départementaux.
- L'organisation d'Assises du Sport à l'Automne 2018 a également été abordée afin de poursuivre la réflexion sur les orientations en termes de politique sportive.
- La présence d'un représentant des services de l'Etat lors de la prochaine commission pour le développement du sport en Corse est évoquée.

L'ordre du jour est épuisé. La séance est levée à 12 h 00.